

BILAN DE SESSION

2023-2024



SÉNATRICES & SÉNATEURS
SOCIALISTES,
ÉCOLOGISTES & RÉPUBLICAINS

1959 - 2024

**65 ANS
AU SERVICE
DE LA GAUCHE
ET DES
TERRITOIRES**

Avant-propos



PATRICK KANNER

La session 2023-2024 a connu une activité particulièrement marquée pour le groupe Socialiste, Écologiste et Républicain.

Elle a commencé par les élections sénatoriales où 17 sénateurs socialistes ont été réélus et 16 nouveaux membres ont rejoint le groupe, qui est resté le deuxième du Sénat. D'autres élections ont clôturé cette session. Si les élections européennes ont redonné une place centrale à notre famille politique au sein de la gauche, elles ont aussi conforté la dynamique du Rassemblement national.

La dissolution de l'Assemblée nationale décidée par le président de la République a fait croître la menace de voir la France dirigée par l'extrême droite dès cette année. Fort heureusement, les Français ont choisi de raviver le barrage républicain et de porter en tête le Nouveau Front populaire. Avec 130 élus à l'issue de ces élections, les deux groupes socialistes représentent la première force de gauche du Parlement.

Entre ces moments décisifs pour notre démocratie, le Parlement a étudié des textes aux conséquences politiques très différentes. Comme le montre ce bilan, notre groupe a porté haut ses valeurs dans le débat parlementaire.

Cela a été essentiel, lors du projet de loi sur l'immigration, adopté grâce aux voix du RN et au prix de modifications toujours plus dures. Emmanuel Macron était prêt à tout pour faire voter ce texte, y compris à défendre la « préférence nationale », heureusement censurée suite à notre recours auprès du Conseil constitutionnel.

À l'inverse, la constitutionnalisation de l'IVG marquera l'Histoire. L'ensemble des sénateurs socialistes a fait face à une droite sénatoriale réactionnaire, majoritairement opposée à la protection et à la garantie de ce droit fondamental dans notre norme suprême. Notre groupe a défendu ce texte aussi bien au Sénat qu'au Congrès de Versailles où nous avons réaffirmé notre attachement au droit des femmes à disposer de leur corps.

Enfin, lors de cette session, deux grandes figures socialistes ont disparu. Jacques Delors s'est éteint le 27 décembre 2023 et Robert Badinter le 9 février 2024. L'homme de la relance de l'Europe et l'artisan de l'abolition de la peine de mort ont marqué nos esprits et notre Histoire. Leur héritage socialiste, humaniste et européen nous oblige et nous inspire pour concevoir les solutions qui permettront d'améliorer la vie des Françaises et des Français.

1. pour une société plus juste

Notre groupe se bat pour une société plus juste, plus ambitieuse, en faveur l'égalité femme-homme et contre toutes les formes de discrimination.

Lors de cette session, nous avons vigoureusement défendu notre vision de la société face à une droite réactionnaire et perméable aux idées de l'extrême-droite comme l'a prouvé le vote de la loi immigration.



inscrire l'IVG dans la Constitution

1er février 2023

Lors de notre niche parlementaire, le Sénat vote l'inscription de la « liberté » de la femme de mettre fin à sa grossesse.

décembre 2023

Le Gouvernement dépose un projet de loi relatif à la « liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse ».

28 février 2024

Le Sénat vote conforme le texte adopté par l'Assemblée nationale.

4 mars 2024

Le Parlement, réuni en Congrès, vote l'inscription de l'interruption volontaire de grossesse à l'article 34 de la Constitution.
La France devient le premier pays à constitutionnaliser l'IVG.



lutter contre la loi immigration

14 novembre 2023

Nous nous sommes opposés au texte proposé par le Gouvernement et aggravé par la droite sénatoriale : suppression de l'aide médicale d'État, durcissement de l'accès au regroupement familial, remise en cause du droit du sol, suppression des allocations familiales ou des aides personnalisées au logement pour les étrangers vivant en situation régulière sur le sol français depuis moins de 5 ans, précarisation des étudiants...

Les Républicains et les centristes au Sénat ont épousé sans vergogne les thèses et propositions les plus nauséabondes de l'extrême-droite.

26 décembre 2023

Notre groupe, avec les députés Socialistes et apparentés, dépose un recours auprès du Conseil constitutionnel.
Ce dernier censure une partie des dispositions du texte.



consolider les droits des personnes homosexuelles

22 novembre 2023

Lors de notre niche parlementaire, nous défendons une proposition de loi portant réparation des personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 et 1982.

Le Sénat adopte notre texte en l'amputant des réparations proposées aux victimes et en modifiant les bornes historiques définies par notre texte.

28 février 2024

Lors de la niche parlementaire des députés Socialistes et apparentés, l'Assemblée nationale adopte le texte.
Elle rétablit la période historique initiale ainsi que le principe des réparations.

à venir

Le Sénat doit examiner le texte en deuxième lecture.

2. agir pour les territoires

Nous avons confiance en la force et en la capacité d'initiative des collectivités locales pour assurer leur développement et assurer l'accès à des services publics de qualité aux populations.

Nous voulons particulièrement conforter nos territoires ultra-marins et les accompagner pour trouver conjointement les meilleures réponses qui tiennent compte de leurs spécificités, de leurs problématiques et de leurs identités territoriales.



lutter contre la crise agricole

Janvier 2024

Début de la crise agricole. Les agriculteurs expriment leur colère et leurs revendications face à la baisse de leurs revenus, à la hausse des charges, à la concurrence déloyale permise par les accords de libre-échange, à l'empilement des normes lié à une réglementation trop complexe, à la fiscalité, à certains aspects de la réglementation européenne en matière d'agriculture et aux contrôles de l'administration française.

24 janvier 2024

Notre groupe demande la création d'une commission d'enquête sur les revenus agricoles.

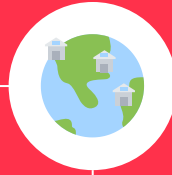
Refus de la droite sénatoriale

31 janvier 2024

Les socialistes publient leurs 10 propositions pour répondre à la crise agricole.



à télécharger →



connaître les réalités des Outre-mer

Nous avons souhaité cerner la singularité de ces territoires pour en appréhender les atouts et difficultés.

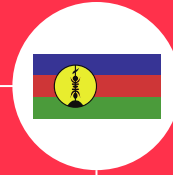
11-18 avril 2024

Délégation dans les Antilles
La Guadeloupe et la Martinique sont deux territoires aussi contrastés que pleins de potentialités. Nous avons particulièrement abordé les questions de démographie et de ressource en eau. Leur emplacement géographique leur confère des atouts géostratégiques évidents. Le changement climatique a des incidences marquées dans ces territoires qui disposent d'une biodiversité parmi les plus riches du monde. La transition écologique revêt donc une importance majeure mais ces territoires peuvent compter sur des ressources particulières telle que la géothermie.

13-20 avril 2024

Délégation à Mayotte et à La Réunion
Nous sommes allés à la rencontre des élus, acteurs locaux et habitants. Les graves tensions que traverse Mayotte depuis plusieurs mois ont mobilisé l'attention de nos sénateurs. À La Réunion, nous avons abordé les enjeux de santé, de logement, d'énergies renouvelables, de transports en commun ou encore de sécurité.

Les menaces qui pèsent sur la biodiversité ont également été évoquées. Nous avons pu aussi découvrir les nombreux atouts des territoires, notamment en matière d'innovation et de rayonnement dans l'océan indien.



trouver une solution pérenne pour la Nouvelle-Calédonie

2 avril 2024

Notre groupe s'oppose à la révision constitutionnelle du corps électoral de Nouvelle-Calédonie, proposée sans concertation.

Nous dénonçons un Gouvernement qui attise la violence et faisant obstacle à une gestion apaisée de la sortie de l'accord de Nouméa

14 avril 2024

Avec les députés Socialistes et apparentés, nous demandons la mise en place une mission conjointe du dialogue pour trouver une solution à la crise calédonienne.

28 avril 2024

Nous demandons la tenue d'un débat 50-1 sur les travaux de la mission de médiation en Nouvelle-Calédonie.

3. pour la défense de notre modèle social

Notre groupe s'oppose aux décisions budgétaires du Gouvernement qui remettent en cause notre pacte social. École, santé, collectivités locales, transition environnementale, recherche... autant de domaines abandonnés par l'Exécutif au profit d'aides aux entreprises. Nous refusons de sacrifier notre modèle social et la transition écologique sur l'autel du libéralisme.



nationaliser EDF

9 février 2023

L'Assemblée nationale adopte le texte des députés Socialistes et apparentés visant à nationaliser EDF.

6 avril 2023

Nous inscrivons dans notre niche parlementaire le texte adopté par l'Assemblée.
Le Sénat modifie le texte.

4 mai 2023

L'Assemblée adopte le texte modifié par le Sénat.

24 janvier 2024

Nous inscrivons dans notre niche parlementaire le texte adopté par l'Assemblée.
Le Sénat modifie le texte.

3 avril 2024

3e lecture du texte au Sénat.
Adoption conforme.

12 avril 2024

Promulgation du texte.



trouver une autre orientation pour les finances

12 décembre 2023

Nous nous sommes opposés au projet de loi de finances. Nous avons dénoncé un texte injuste en décalage avec les enjeux contemporains : lutte pour le pouvoir d'achat et contre les inégalités, transition écologique et difficultés des collectivités territoriales pour mener à bien les politiques locales dont nos concitoyens ont tant besoin.

21 février 2024

Le Gouvernement publie un décret visant à annuler 10Md€ de crédits en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

22 février 2024

Notre groupe demande au Gouvernement la présentation d'un projet de loi de finances rectificative.

21 mars 2024

La commission des finances du Sénat effectue un contrôle ministère de l'Économie et des Finances qui prouve que le Gouvernement a sciemment caché l'ampleur du déficit de la France.



abroger la réforme des retraites

20 mars 2023

Le Gouvernement fait adopter une réforme des retraites inique par 49-3.

20 mars 2023

Les groupes parlementaires de gauche déposent une demande de RIP au Conseil constitutionnel.

23 mars 2023

Nous déposons un recours auprès du Conseil constitutionnel.

14 avril 2023

Le Conseil constitutionnel rejette le recours et la demande de RIP.

26 février 2024

Nous déposons une proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites.

10 avril 2024

Le Sénat rejette notre proposition de loi.

4. pour une Europe forte

Notre groupe s'engage pour une Europe ambitieuse sur le plan social, exigeante dans ses relations diplomatiques et commerciales, solidaire et pacifiée.

L'échelon européen est indispensable pour trouver des solutions communes à des défis multiples : guerres en Ukraine et au Proche-Orient, transition climatique, atteintes à l'état de droit, pauvreté et inégalités sociales, autonomie stratégique, montée des extrémismes.



réaffirmer la place des socialistes en Europe

29 mai 2024

À la demande de notre groupe, le Sénat débat sur le thème : « La France a-t-elle été à la hauteur des défis et de ses ambitions européennes ? »

9 juin 2024

Après une campagne riche, dans laquelle sénatrices et sénateurs se sont particulièrement investis, la liste PS/PP obtient 13,8% des suffrages. Malgré la montée des droites radicales et extrêmes en Europe et une majorité présidentielle qui n'a pas su convaincre de son projet européen, ce résultat montre qu'une voie résolument progressiste et pro-européenne portant un projet à la fois social et écologique pouvait être entendue et choisie par nos concitoyens.



s'opposer au CETA

21 septembre 2017

Mise en application provisoire du CETA : un accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne.

Juin 2020

La Convention citoyenne pour le climat se prononce pour que la France notifie officiellement sa décision définitive de ne pas ratifier le CETA en l'état et pour que les objectifs climatiques de l'Accord de Paris sur le climat soient intégrés au texte.

21 mars 2024

Le Sénat se prononce contre la ratification du CETA.

30 mai 2024

L'Assemblée nationale vote une résolution demandant au Gouvernement de mettre le CETA à l'ordre du jour.



nouer des liens avec nos partenaires européens

3 et 4 décembre 2023

Déplacement à Sarrebrück

Approfondir une réflexion commune des groupes parlementaires en ciblant des thématiques, identifier les positions et intérêts communs, en engager un travail collaboratif approfondi de long terme afin de pouvoir défendre des positions communes sur le plan national et européen.

7 février 2024

Rencontre avec Nicolas Schmit

commissaire européen à l'emploi, auteur de la directive pour renforcer la protection des travailleurs des plateformes numériques en Europe.

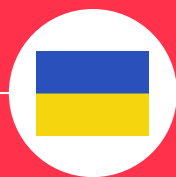
4 et 5 mars 2024

délégation du SPD à Paris

Sessions de travail autour des problématiques de transitions, mutations industrielles et accompagnement social, des échanges sur les priorités communes pour la campagne des européennes et la lutte contre l'extrême-droite.

5. pour un monde en paix

La session parlementaire 2023-2024 a vu s'accumuler les défis globaux en matière internationale. Aux conflits conventionnels qui perturbent les équilibres mondiaux, s'ajoute la guerre de l'information. Le retour de la guerre sur le sol européen nous conduit à réfléchir et à réagir différemment. L'effort consenti en matière de défense est plus que jamais nécessaire si nous voulons que notre pays exerce sa souveraineté en maintenant son ancrage dans l'Europe et sa capacité à porter une voix respectée dans le reste du monde.



soutenir l'Ukraine

24 février 2022

La Russie envahit l'Ukraine.

7 mars 2023

Notre groupe vote en faveur de la résolution de soutien du Sénat à l'Ukraine condamnant la guerre d'agression menée par la fédération de Russie et appelant au renforcement de l'aide fournie à l'Ukraine.

13 mars 2024

Notre groupe a confirmé son soutien à l'accord de sécurité franco-ukrainien et la situation en Ukraine.

Avec constance, nous appelons au soutien politique humanitaire et militaire sans faille à la résistance ukrainienne. Ce soutien doit aussi s'incarner au niveau européen car l'Ukraine défend le socle des valeurs qui constitue le fondement de l'Union européenne.



lutter contre les ingérences étrangères

14 février 2024

Constitution de notre commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères.

23 mai 2024

Adoption d'une proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France.

Nous avons regretté que le Sénat n'ait pas attendu les conclusions de notre Commission d'enquête.

Nous avons notamment affirmé qu'il fallait mieux prendre en compte les ingérences économiques ; mieux contrôler la reconversion professionnelle des anciens ministres ; sensibiliser les élus locaux qui ont la charge de la commande publique...

25 juillet 2024

Conclusions de notre commission d'enquête qui préconise une mobilisation nationale pour lutter dans cette néo guerre froide.



trouver une solution viable pour le Moyen-Orient

7 octobre 2023

Attentats terroristes du Hamas en Israël.

25 octobre 2023

Le Sénat débat de la situation au Moyen-Orient. Nous dénonçons la barbarie en cours.

Nous militons pour l'arrêt de l'opération à Rafah, la libération des otages, la permanence des accès humanitaires et un cessez-le-feu durable.

Pour notre groupe, il faut agir pour une paix durable, ce qui passe par la solution diplomatique de la reconnaissance de l'État palestinien.

Nous avons aussi proposé

Dans ses espaces réservés (dits « niches parlementaires ») notre groupe a également présenté des textes de loi rédigés par les membres du groupe ou votés par l'Assemblée nationale dans le cadre de la navette parlementaire.

instaurer un arrêt menstruel

50% des femmes souffrent de règles douloureuses.

Nous avons proposé un arrêt menstruel pour les femmes qui souffrent de règles douloureuses pouvant les pénaliser lourdement dans leur travail. Il s'agissait de créer un cadre juridique pour les entreprises et les collectivités en :

- instaurant un arrêt maladie pour douleurs menstruelles ;
- donnant la possibilité aux femmes souffrant de dysménorrhée de télétravailler.

Nous refusons d'invisibiliser les douleurs et les laisser les femmes subir seules. C'est au monde du travail de s'adapter à elles, pas l'inverse.

la droite a rejeté notre PPL

mieux comptabiliser les personnes sans abri

Le Sénat a adopté notre proposition de loi visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans-abri dans chaque commune de plus de 100 000 habitants. Ce décompte permettra de mobiliser tous les acteurs dans un contexte d'urgence sociale et de crise profonde du logement dans notre pays.



C'est un premier pas vers le diagnostic et l'identification des moyens nécessaires sur chaque territoire et pour que l'action publique soit à la hauteur de l'enjeu. Une meilleure connaissance de la réalité du terrain est indispensable pour sortir les personnes sans-abri de l'invisibilité et mobiliser l'ensemble de la société.

renforcer le service civique

600000 volontaires depuis 2010

Le Sénat a adopté notre proposition de loi visant à développer le service civique, ce qui permettra de renforcer l'accès des jeunes à ce dispositif, véritable levier d'intégration.

Nous voulons relancer le service civique en :

- renforçant de la notoriété du service civique et la possibilité d'effectuer ce service durant sa scolarité ou pendant ses études supérieures ;
- permettant l'accès au dispositif pour les jeunes jusqu'à 27 ans ;
- élargissant les missions concernées ;
- valorisant le volontariat dans les parcours : Parcoursup, concours de la fonction publique.

préserver les sols vivants

Face au défi majeur de la préservation de notre planète et de notre souveraineté alimentaire, les sols sont la clef de notre action environnementale, agricole et politique.

Nos sols sont menacés par leur artificialisation, la pollution, la multiplication des aléas climatiques et l'absence de changement durable de leur exploitation. Les agriculteurs sont les premières victimes de cette dégradation de nos sols.

Nous voulions ouvrir la voie à des politiques structurelles en matière de protection des sols et donner enfin un cadre juridique à leur reconnaissance.

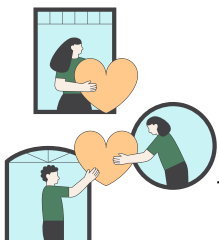
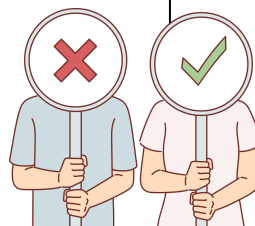
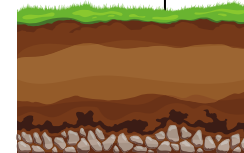
la droite a rejeté notre PPL

faciliter le RIP

Nous avons proposé de réformer la Constitution pour élargir le référendum aux questions budgétaires et fiscales et pour faciliter la mise en œuvre du référendum d'initiative partagée (RIP) :

- baisser le seuil des signatures de parlementaires et citoyennes ;
- élargir le champ du référendum ;
- permettre aux citoyens de prendre l'initiative et de présenter leur propre proposition de loi aux parlementaires.

la droite a rejeté notre PPL



Commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères

Créée à notre initiative, les travaux de la commission d'enquête s'appuient sur le constat que des opérations de manipulation de l'information ont altéré les processus démocratiques en Europe comme aux États-Unis. La France est soumise à ces nouveaux instruments de la guerre hybride. La commission propose une politique publique de lutte contre les influences étrangères malveillantes fondée sur trois piliers :

- bâtir une dynamique de résilience de la population ;
- gagner la bataille des narratifs ;
- construire une stratégie globale et interministérielle pour toute la Nation.

Commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier

Nous avons présidé cette commission d'enquête fondée sur le constat de l'augmentation notable du trafic de drogue en France. Notre pays est confronté à une véritable submersion. Le trafic touche l'intégralité du territoire, y compris les villes moyennes et les zones rurales. Malgré l'engagement des services répressifs et des juridictions, les stupéfiants sont disponibles tout le temps et partout.

Au terme de plusieurs mois d'enquête et de déplacements, elle propose un traitement de choc pour mettre fin à l'impunité dont jouissent les trafiquants du haut du spectre, pour frapper les criminels au portefeuille, pour mettre la procédure pénale à la hauteur des enjeux et pour redonner à chaque acteur son juste rôle dans la lutte contre le narcotrafic.

Commission d'enquête portant sur la production, la consommation et le prix de l'électricité aux horizons 2035 et 2050

Nous avons présidé cette commission d'enquête qui a fait des propositions concrètes pour le pouvoir d'achat des Français en baissant le prix de l'électricité et en le rendant plus stable à l'avenir.

La commission propose une baisse ciblée de la fiscalité sur l'électricité pour réduire la facture des consommateurs, notamment les plus modestes par une TVA calculée sur la consommation réelle.

Elle défend un prix de l'électricité plus bas et stable dans le temps qui garantisse des prix acceptables pour les consommateurs et des revenus suffisants pour EDF.

Les propositions de la commission d'enquête, améliorées par nos propositions, offrent la perspective d'une baisse significative des factures des Français qui pourrait atteindre plus de 40%.

Commission spéciale

Mieux réguler l'espace numérique

Nous avons voté en faveur du projet de loi visant à réguler et sécuriser l'espace numérique. Il y a urgence à réguler les entreprises du numérique.

Ce texte vise à corriger les déséquilibres résultant de la domination de quelques acteurs et à responsabiliser les plateformes sur les contenus qu'elles diffusent.

Il contient aussi un certain nombre de mesures censées répondre à des enjeux de société, en particulier l'exposition des mineurs aux contenus pornographiques.

Nous avons obtenu certaines avancées, en particulier sur :

- la régulation du marché de l'informatique en nuage ;
- la protection des données face aux législations extraterritoriales.

**FOCUS SUR
NOS COMBATS**
**pour la revitalisation des territoires
et la planification écologique**

Représentants des territoires, nous avons à cœur de défendre les intérêts des collectivités au sein de la Haute assemblée.


Sur l'**objectif Zéro artificialisation nette** (ZAN), nous avons défendu la création d'un fonds dédié aux communes rurales qui mènent des opérations de reconversion du bâti. Pour notre groupe, il est aussi nécessaire de mieux adapter la comptabilisation de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers aux enjeux de réindustrialisation verte et de développement des petites et moyennes exploitations agricoles ainsi que ceux liés aux besoins en logements abordables.


Nous nous sommes mobilisés pour qu'aucune commune ne soit perdante du **dispositif France ruralités revitalisation** (ex ZRR). Ce mécanisme de soutien au développement des territoires ruraux est un levier essentiel pour nos territoires. Notre objectif a été de maintenir les communes couvertes jusqu'à présent dans le nouveau dispositif et d'augmenter l'efficacité des aides en terme d'attractivité et de service aux habitants. Lors de l'examen du PLF 2025, nous serons attentifs à ce que les 2200 communes qui devaient sortir du dispositif du fait de l'application de la réforme, y soient effectivement maintenues.


Nous défendons une **déclinaison territoriale de la planification écologique** c'est-à-dire une démarche centrée sur l'action des collectivités et non le fléchage autoritaire d'une partie des dotations. Cela nécessite de repenser les modes de financement et de mieux associer élus et populations dans les choix politiques et structurants qui engagent l'avenir de leur territoire. Nous poursuivons notre combat pour une plus grande autonomie fiscale et financière des collectivités permettant aux élus locaux de piloter les transformations nécessaires pour faire face au défi de la transition environnementale et accompagner les habitants.


Vos sénatrices et sénateurs


 Commission des affaires économiques

 Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées

 Commission des affaires sociales

 Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

 Commission de la culture, de l'éducation et de la communication

 Commission des finances

 Commission des lois

 Commission des affaires européennes



Viviane Artigalas
Hautes-Pyrénées



Audrey Bélim
La Réunion



Florence Blatrix-Contat
Ain



Nicole Bonnefoy
Charente



Denis Bouad
Gard



Hussein Bourgi
Hérault



Isabelle Briquet
Haute-Vienne



Colombe Brossel
Paris



Marion Canalès
Puy-de-Dôme



Rémi Cardon
Somme



Marie-Arlette Carlotti
Bouches-du-Rhône



Christophe Chaillou
Loiret



Yan Chantrel
Français établis hors de France



Catherine Conconne
Martinique



Hélène Conway-Mouret
Français établis hors de France



Thierry Cozic
Sarthe



Karine Daniel
Loire-Atlantique



Jérôme Darras
Pas-de-Calais



Marie-Pierre de La Gontrie
Paris



Gilbert-Luc Devinaz
Rhône



Jérôme Durain
Saône-et-Loire



Vincent Eblé
Seine-et-Marne



Frédérique Espagnac
Pyrénées-Atlantiques



Sébastien Fagnen
Manche



Rémi Féraud
Paris



Corine Féret
Calvados



Jean-Luc Fichet
Finistère



Hervé Gillé
Gironde



Laurence Harribey
Gironde



Olivier Jacquin
Meurthe-et-Moselle



Eric Jeansannetas
Creuse



Patrice Joly
Nièvre



Bernard Jomier
Paris



Gisèle Jourda
Aude



Patrick Kanner
Nord
Président du groupe



Eric Kerrouche
Landes



Annie Le Houérou
Côtes-d'Armor



Audrey Linkenheld
Nord



Jean-Jacques Lozach
Creuse



Monique Lubin
Landes



Victorin Lurel
Guadeloupe



Didier Marie
Seine-Maritime



Serge Mérillou
Dordogne



Jean-Jacques Michau
Ariège



Marie-Pierre Monier
Drôme



Franck Montaugé
Gers



Corinne Narassiguin
Seine-Saint-Denis



Alexandre Ouizille
Oise



Sébastien Pla
Aude



Émilienne Poumirol
Haute-Garonne



Claude Raynal
Haute-Garonne



Christian Redon-Sarrazy
Haute-Vienne



Sylvie Robert
Ille-et-Vilaine



Pierre-Alain Roiron
Indre-et-Loire



David Ros
Essonne



Laurence Rossignol
Val-de-Marne



Lucien Stanzione
Vaucluse



Rachid Temal
Val-d'Oise



Jean-Claude Tissot
Loire



Simon Uzenat
Morbihan



Mickaël Vallet
Charente-Maritime



Jean-Marc Vayssouze-Faure
Lot



Michaël Weber
Moselle



Adel Ziane
Seine-Saint-Denis

Nos chiffres clés

64

sénatrices et sénateurs

39

textes déposés

59

rapports rédigés

1614

amendements déposés

4

textes socialistes adoptés

75

questions au Gouvernement

602

questions écrites

108

questions orales

CONTACT :

Groupe SER
15 rue de Vaugirard
75006 PARIS

<https://www.senateurs-socialistes.fr/>
communication@soc.senat.fr

ABONNEZ-VOUS



@senateursPS



Les sénatrices et sénateurs socialistes



@socialistes_senat



Socialistes Sénat



SÉNATRICES & SÉNATEURS
SOCIALISTES,
ÉCOLOGISTES & RÉPUBLICAINS